

Résolution sur la guerre civile et les élections illégitimes au Myanmar

Adoptée le 19 septembre 2025 Buenos Aires, Argentine

Face à l'annonce par la junte militaire du Myanmar d'élections générales en pleine guerre civile et répression généralisée, l'Alliance progressiste (AP) réaffirme sa solidarité indéfectible avec le peuple du Myanmar, le mouvement démocratique, les partis politiques ethniques démocratiques et le Gouvernement d'unité nationale (NUG) dans leur lutte pour la démocratie, les droits humains et une paix durable.

Depuis le coup d'État illégal du 1er février 2021, le Tatmadaw, les forces armées du Myanmar, a illégalement pris le pouvoir, commettant de graves violations du droit international humanitaire et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, laissant des milliers de civils morts, des dizaines de milliers arrêtés, des milliers de détenus décédés en détention à la suite d'abus systématiques et des millions de personnes déplacées de leurs foyers.

Dans ces conditions, toute élection organisée par le Tatmadaw est illégitime, conçue uniquement pour consolider la domination militaire et priver le peuple du Myanmar de son avenir démocratique légitime.

À cet égard, l'Alliance progressiste :

- Condamne les élections factices prévues et dénonce toute élection organisée par le Tatmadaw comme nulle, invalide et antidémocratique selon le droit international et la Constitution du Myanmar de 2008.
- Exige un cessez-le-feu national immédiat et appelle le Tatmadaw à mettre fin à toutes les hostilités, à cesser les frappes aériennes indiscriminées et à engager un dialogue politique inclusif entre toutes les parties afin de mettre fin au conflit armé.
- Appelle à un accès humanitaire sans entraves et exhorte la junte à permettre aux agences humanitaires internationales, aux ONG et aux opérations transfrontalières un accès complet et sûr aux populations déplacées internes, notamment dans les zones frontalières, afin d'assurer la fourniture de nourriture, de médicaments et d'abris. Appelle également le gouvernement de la Thaïlande et les autres pays voisins à faciliter les couloirs humanitaires et à permettre la livraison de l'aide.



- Exige la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et condamne les arrestations massives de dirigeants politiques, d'activistes, de journalistes et de citoyens ordinaires qui sapent les fondements mêmes de la démocratie. Leur libération immédiate est donc une condition préalable à toute élection authentique.
- Réaffirme les droits de toutes les minorités ethniques et religieuses persécutées au Myanmar et souligne que la responsabilité pour les crimes commis contre elles, y compris les atrocités de 2017, doit rester une priorité pour la communauté internationale.
- Réaffirme la légitimité des résultats des élections générales de 2020 et reconnaît le mandat confié à la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) par plus de 18 millions d'électeurs, déclarant que le rétablissement d'un gouvernement démocratique est essentiel à la stabilité.
- Reconnaît que la lutte démocratique du Myanmar repose sur une large coalition de forces, y compris les partis politiques ethniques, les organisations de résistance ethniques, la société civile ainsi que les mouvements de jeunesse et de femmes. Une paix et une démocratie durables ne peuvent être atteintes que par un dialogue inclusif garantissant la participation politique et les droits de toutes les nationalités ethniques du Myanmar.
- Appelle à la tenue d'élections transparentes, inclusives et crédibles et exhorte à la création d'une commission électorale indépendante garantissant la participation égale et inclusive de tous les partis politiques, la liberté d'expression, de réunion et de la presse, ainsi que la présence d'observateurs électoraux internationaux pour assurer la transparence et la légitimité.
- Appelle la communauté internationale, l'ASEAN, l'Union européenne, les Nations unies et tous les partenaires démocratiques à rejeter la reconnaissance de toute élection organisée par la junte, à renforcer les sanctions ciblées contre la direction du Tatmadaw et à fournir un soutien humanitaire et technique aux mouvements démocratiques du Myanmar, y compris aux partis politiques, aux organisations de la société civile et aux initiatives locales engagées dans la restauration de la démocratie.
- Souligne le rôle crucial des femmes dans le mouvement démocratique du Myanmar, tant dans la société civile que dans la direction politique, et appelle à la pleine égalité des genres et à la participation des femmes à tous les processus démocratiques, conformément aux normes internationales des droits humains.
- Exhorte la communauté internationale à fournir non seulement une aide humanitaire, mais aussi un soutien à long terme à la démocratie, aux médias libres, aux syndicats et aux organisations de base. Appelle également à intensifier les efforts internationaux visant à enquêter et à poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par la junte.



L'Alliance progressiste se tient fermement aux côtés du peuple du Myanmar dans sa lutte pour la liberté, la dignité et la démocratie. Nous appelons tous les partenaires régionaux et internationaux à se joindre à nous pour rejeter ces élections factices et soutenir le rétablissement d'un gouvernement démocratique au Myanmar.